

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.org>

90 ans après : le Congrès de Tours revisité

- Histoire et théorie -

Date de mise en ligne : dimanche 20 février 2011

Démocratie & Socialisme

Pour de nombreux militants de gauche, le congrès de Tours, c'est avant tout la division du mouvement ouvrier français. En donnant naissance à une « Section Française de l'Internationale Communiste » (SFIC), alors que se maintenait une SFIO minoritaire, le XVIII^e congrès d'un Parti socialiste que Jaurès, Vaillant et beaucoup d'autres avaient eu tant de mal à unifier au début du XX^e siècle constitue un événement traumatique tout autant que fondateur. Mais la mécanique de la scission n'avait rien d'un engrenage fatal. Si les événements nationaux et européens qui ont eu lieu depuis les choix décisifs d'août 1914, en passant par la Révolution d'Octobre, ne pouvaient pas ne pas avoir de profondes répercussions dans le parti français, le congrès aurait très bien pu se dérouler d'une façon toute autre.

En effet, les faits sont têtus et résistent à toutes les simplifications, voire à toutes les vulgates. Les images d'Épinal que le congrès de Tours a respectivement suscitées après coup dans la mouvance « social-démocrate » et dans le parti « communiste », ne correspondent que très imparfaitement à la réalité. La vision d'une minorité socialiste courageuse et visionnaire résistant à la greffe bolchevique n'a pas plus de sens que celle d'une majorité victorieuse rompant définitivement avec le réformisme.

Dans cette première partie, nous étudierons la préhistoire du congrès de Tours.

L'histoire de « Tours » commence en 1914

Elle commence en ces jours sombres où le mouvement ouvrier s'effondre un peu partout en Europe sous les coups de boutoirs de l'impérialisme, de la folie guerrière et de ses propres contradictions. Le 31 juillet, Jaurès est assassiné par un nationaliste extrémiste, Raoul Vilain, qui sera acquitté en 1919 dans la frénésie chauvine de la victoire. Sa perte constitue un choc terrible pour le socialisme français qui est condamné à affronter des événements titanesques sans figure de proue.

C'est d'ailleurs aux funérailles du Martyr de la paix, le 4 août, que Jouhaux, le secrétaire de la CGT, annonce le ralliement du mouvement ouvrier à la « Défense nationale ». Le tournant des organisations ouvrières, qui professaient jusqu'en 1914 un pacifisme révolutionnaire en conformité avec les résolutions des Internationales socialiste et syndicale, avait déjà été opéré en France après quelques jours d'agitation populaire contre la guerre fin juillet.

Au lieu de préparer la grève générale pour précipiter la fin de la guerre, les états-majors de la SFIO et de la CGT, considérant que la République mène une guerre juste et défensive contre l'agresseur allemand, acceptent l'effort de guerre et la politique de « Défense nationale ». Les crédits de guerre sont votés presque sans discussion à la Chambre par le groupe parlementaire socialiste et, le 28 août, face à l'avancée allemande, la direction de la SFIO mandate Jules Guesde et Marcel Sembat pour entrer dans le gouvernement d'« union nationale ».

De son côté, la CGT, derrière Jouhaux, participe activement à l'effort de guerre en exhortant les travailleurs à produire. Force est de le constater : le ralliement à la « Défense nationale » se double d'une intégration des organisations ouvrières à « l'Union sacrée » qui manifeste dans la pratique leur oubli avec l'idéal révolutionnaire et leur conversion à la collaboration de classes.

Nous ne sommes qu'à la fin de l'année 1914, mais il est déjà « minuit dans le siècle » pour les militants internationalistes. Le 4 août, le groupe SPD au Reichstag ayant voté en bloc les crédits de guerre, le plus grand parti de l'Internationale avait par avance légitimé l'adhésion des socialistes européens à la politique chauvine et belliciste

qu'il avait lui-même adoptée. Corollaire extérieur de l'adhésion à « l'Union sacrée » et de la négation temporaire de la lutte des classes, les organisations ouvrières acceptent sans broncher l'interruption des relations internationales entre socialistes et syndicalistes des pays belligérants.

La résistance des « internationalistes »

En 1914, seuls les bolcheviks russes et les socialistes serbes refusent de voter les crédits de guerre. Toutefois, l'installation du conflit dans la durée et les horreurs des tranchées poussent une poignée de militants internationalistes français à se regrouper lentement, au début de l'année 1915. Les premiers opposants au « socialisme de guerre » viennent de la CGT. C'est le noyau de La Vie ouvrière animé par Rosmer et Monatte, qui trouve dans Merrheim, le dirigeant de la Fédération des Métaux, un porte-parole courageux. Dans le Parti, la minorité étend son influence dès le printemps 1915, à partir de ses bastions que sont le Limousin et le Centre-Est. Une nouvelle génération militante se trempe dans ce combat pacifiste clandestin qui n'a plus grand chose à voir avec le travail parlementaire et propagandiste légal auquel le parti d'avant-guerre se croyait perpétuellement voué.

Les pacifistes de la SFIO se regroupent derrière Paul Faure, Adrien Pressemane et Jean Longuet, militants profondément épris d'internationalisme. Mais cette minorité, qui rompt vaillamment des lances avec le « socialisme de guerre », ne constitue pas pour autant une alternative réelle. En effet, le courant pacifiste se fixe pour objectifs la reprise des relations internationales et l'obtention d'une paix blanche, en faisant pression sur les gouvernements en place et donc sur les directions chauvines des organisations ouvrières.

La constitution d'un troisième pôle

Cette minorité est en réalité à la fois un passage, mais aussi un obstacle, entre les militants en rupture de ban avec la majorité « sociale-patriote » et les regroupements révolutionnaires qui appellent le prolétariat à lutter par ses propres forces contre le conflit impérialiste. Cet état d'esprit combatif gagne en audience dans les rangs du Parti et de la CGT après la tenue de la conférence internationaliste de Zimmerwald en septembre 1915. Le combat entre la majorité socialiste, arc-boutée sur ses positions de plus en plus intenables, la minorité pacifiste dite « centriste » et le noyau zimmerwaldien fait rage pendant deux ans.

La régénération socialiste

Dopées par la montée ouvrière et pacifiste de 1917, ainsi que par l'exemple des Révolutions russes, les minorités gagnent en audience et une nouvelle majorité s'ébauche. En octobre 1918, au congrès de Paris, cette « néo-majorité » regroupant le centre longuettiste et la plus grande partie des anciens chauvins sentant le vent tourner, s'impose enfin. Elle évolue rapidement vers la gauche, poussée qu'elle est par l'entrée dans le Parti de très nombreux nouveaux militants viscéralement hostiles à la guerre.

Pour la SFIO régénérée de 1919, il faut coûte que coûte dénoncer la paix impérialiste de Versailles, défendre la Russie révolutionnaire dont on sait si peu de chose, mais qui suscite un enthousiasme débordant, tout en se préparant pour les élections du mois de novembre considérées comme la première étape vers le pouvoir tant le monde capitaliste semble aux abois.

C'est une SFIO combative, munie d'un programme actualisé en avril, qui se présente seule, face à l'ensemble des partis bourgeois, qu'ils soient réactionnaires ou républicains. La désillusion est de taille, car, si le Parti obtient un record de suffrages (1 700 000), son groupe à la Chambre perd 35 députés.

Une stratégie électorale ?

Ce n'est décidément pas par la voie parlementaire que le socialisme triomphera aux yeux de tant de nouveaux adhérents impatients d'en découdre... L'unanimité de la néo-majorité, regroupant par la négative les adversaires de l'opportunisme le plus éhonté et de la voie révolutionnaire la plus radicale, est en train de se fissurer au moment même où la question de l'unité internationale ouvrière se pose de nouveau.

Si la voie électorale légale est révoquée en doute, comment le mouvement ouvrier français pourra-t-il se frayer un chemin vers le pouvoir ? Pour de nombreux ex-minoritaires, tout autant hostiles à l'Union sacrée qu'au socialisme parlementaire d'opposition d'avant 1914, la réponse est évidente : par la grève générale.

Une stratégie syndicale ?

Comme la SFIO d'après-guerre, la CGT cherche coûte que coûte à recréer son unité et adopte, en novembre 1918, un nouveau « programme confédéral » prônant des nationalisations, ainsi que la planification dont l'expérience dirigiste pendant le conflit avait signalé les mérites. La CGT revivifiée de 1919-1920 est confrontée, comme toutes les autres organisations ouvrières, à la montée révolutionnaire de ces deux années décisives.

Le 1er Mai 1919 a constitué une démonstration de force de la Confédération et la grève des métallos en juin de la même année déboucha sur un succès de taille. Mais l'épreuve de force véritable entre la CGT et les classes dominantes que constitue le mouvement de mai 1920 et qui a eu pour noyau la grève des cheminots est un échec retentissant, puisque la bourgeoisie a réussi à casser par une organisation à toute épreuve une mobilisation d'ampleur inégalée.

Après la voie électorale, c'est la voie syndicaliste qui semble déboucher sur une impasse. Le mouvement ouvrier français, constatant l'échec de ces deux stratégies nationales traditionnelles, n'en est que plus attiré par l'exemple de la Russie révolutionnaire qui, elle, semble l'emporter sur les forces du passé.

Nous reviendrons, dans les prochaines parties, sur la marche du socialisme français vers l'adhésion à la IIIe Internationale puis sur le destin ultérieur de ce qui allait s'avérer être une scission dramatique.

Jean-François Claudon

► Suite de cet article [Le Congrès de Tours revisité \(II\)](#)